

Mitigating risk of violence during elections in an ecosystem with multi-stakeholder engagement FR (French)

[00:00:18] Bonjour. Je m'appelle Sare Koopel et je suis heureuse d'être parmi vous aujourd'hui. Je suis analyste en assistance électorale et je travaille pour le Programme des Nations Unies pour le développement à l'ESI, le groupe de travail conjoint du PNUD sur les systèmes électoraux basé à Bruxelles. Au cours de la séance d'aujourd'hui, je vais m'appuyer sur certaines des sessions précédentes et vous présenter certaines des dynamiques qui mènent à la violence au cours d'un processus électoral, et je vais examiner également certaines des activités qui peuvent aider à atténuer le risque de violence lors des élections, afin de contribuer à un écosystème dans lequel de multiples parties prenantes s'impliquent. Les processus électoraux sont en fin de compte des exercices visant à déterminer la concurrence politique et à prendre des décisions collectives. Les enjeux sont donc considérables et les tensions peuvent être fortes. Ces tensions peuvent se transformer en violences liées aux élections. Et pour les praticien.nes électoraux.ales de nombreux pays, cette préoccupation mérite la plus grande attention. L'écosystème de l'information est à bien des égards un miroir qui reflète et amplifie les conditions sociétales, politiques et normatives d'un pays donné. L'avènement d'internet a ajouté une nouvelle dimension à la dynamique traditionnelle. Il a créé des moyens novateurs et évolutifs permettant aux citoyen.nes d'interagir avec l'actualité, avec des personnalités publiques et les un.es avec les autres. Maintenant, si cela a permis d'atteindre un nouveau niveau d'ouverture et de connectivité, cela a également supprimé certaines garanties très importantes. De nouvelles opportunités se sont ainsi ouvertes pour saper le processus électoral et éroder la confiance dans les institutions. Les griefs peuvent être amplifiés sur des bases douteuses et des canaux ont été créés dans le but d'abuser de citoyen.nes et de femmes et d'hommes politiques. Désormais, la porosité des frontières numériques permet même à des entités étrangères d'attiser les divisions autour des élections. Pendant de nombreuses années, l'un des principaux axes de la lutte contre la violence liée aux élections a consisté à améliorer l'administration des élections et à trouver des solutions aux conflits afin de renforcer la confiance dans les institutions et de réduire les points de déclenchement. Toutefois, si la promotion de l'information mine ces efforts en inventant ou en exagérant des histoires de défaillances techniques ou de préjugés politiques, de nouvelles mesures s'imposent. Afin de maintenir la paix dans le cadre des élections, le PNUD s'est lancé dans un exercice visant à identifier et à évaluer différents types d'activités mises en œuvre par différents acteur.rices ou un consortium d'acteur.rices afin de promouvoir l'intégrité de l'information comme moyen de prévenir et d'atténuer la violence électorale à la fois dans la sphère hors ligne et en ligne. Nous discuterons de certaines d'entre elles plus tard. Aucune entité ne peut à elle seule résoudre les innombrables défis et certainement pas uniquement les organismes de gestion des élections. Cela nécessite une approche multipartite et la capacité de concevoir des solutions de manière créative. Certains choix et actions peuvent être faits par les différents acteur.rices d'un processus électoral, notamment les citoyen.nes, la société civile, les acteur.rices étatiques, les plateformes du secteur privé, les médias traditionnels et peut-être plus important encore, les personnalités politiques. Ensemble, ils.elles peuvent créer un écosystème d'informations solide pour favoriser des élections pacifiques et crédibles. Il est important qu'un large éventail d'organisations travaillent sur cette question, mais la manière dont elles travaillent ensemble est absolument essentielle. Différents modèles de partenariats sont en cours de développement. Une salle de crise électorale peut fournir une réponse conjointe aux crises. Les conseils des médias sociaux permettent de coordonner les activités de plaidoyer. Des coalitions d'information et d'intégrité telle que la coalition géorgienne, rassemblant le gouvernement, les acteur.rices non gouvernementaux.ales, le secteur privé, les partis politiques et les citoyen.nes

ordinaires pour créer des outils efficaces pour cartographier, suivre et contrer la désinformation. Les types de coalitions et leur composition devraient être guidés par la solidité des relations, les intérêts particuliers et les objectifs de chaque pays. Cela va sans dire, mais il convient de veiller à ce que les communautés sont représentées de manière adéquate dans les pays en question, en particulier les communautés qui peuvent être la cible de marginalisation ou de violence. Je vais maintenant passer la parole à mon collègue Ajay, qui nous en dira plus sur les enseignements tirés du projet "Maintenir la paix pendant les élections" et de ce qui peut être fait pour atténuer le risque de violence électorale. Merci.

[00:05:48] Bonjour. Je suis Ajay Patel, expert principal dans le domaine de l'intégrité de l'information pour projet "Maintenir la paix pendant les élections". Voici un résumé des activités qui peuvent être réalisées pour atténuer le risque de violence liée aux élections et tenter à d'illustrer pourquoi nous avons besoin d'une diversité d'acteur.rices. Tout d'abord, les environnements caractérisés par une polarisation extrême constituent un terrain fertile pour les récits de désinformation. La polarisation des médias n'est pas nécessairement à l'origine du problème, mais plutôt un symptôme de la polarisation politique. Par conséquent, les programmes et les activités qui visent à remédier à la polarisation de la société sont essentiels, par exemple, les initiatives croisées visant à favoriser l'interaction communautaire et le dialogue, en ligne et hors ligne. Ensuite, si cela est accepté, les acteur.rices politiques sont les plus susceptibles de générer des violences électorales. Il convient de mettre en place un cadre permettant de limiter l'utilisation abusive des réseaux sociaux. Des accords numériques ou des "cessez-le-feu" peuvent être utilisés et ceux-ci peuvent être négociés par le biais d'organisations de la société civile locales. L'État peut juger bon d'introduire des dispositions légales que certains pays jugent nécessaires. Cependant, on s'inquiète souvent de la manière dont elles peuvent être conçues pour résister également aux abus politiques, pour garantir la primauté des droits humains, exprimer la liberté d'expression et fournir un internet sécurisé et ouvert. Comme pour toute réforme législative concernant les élections, de larges consultations avec les parties prenantes sont essentielles. L'organisme de gestion électoral ou d'autres groupes appropriés peuvent tenter de mettre en place volontairement un code de conduite obligatoire pour établir des engagements et des garde-fous concernant l'utilisation des médias sociaux. Ces derniers peuvent impliquer des candidat.es, des partis politiques, des directeur.rices de campagne, des agents des médias, des sympathisant.es, mais également des influenceur.seus engagé.es ou des blogueur.euses qui sont en mesure de les soutenir. Les entreprises de médias sociaux ont une responsabilité essentielle et ont potentiellement un contrôle important sur ce qui est hébergé sur leurs sites. Beaucoup ont assumé un rôle de modérateur de contenu, comme l'ont souligné les intervenant.es précédent.es. En fonction de la manière dont les plateformes évaluent les risques autour des élections, elles peuvent déterminer le niveau d'engagement et l'investissement nécessaires pour garantir l'intégrité des informations. Le suivi de l'activité des médias par la société civile ou par le gouvernement peut aider à identifier les ingérences dans le processus électoral et garantir que tout le monde respecte les règles. La vérification des faits est une activité fondamentale et une coopération entre les entités médiatiques également des entités de la société civile a aboutit à d'excellents résultats. Toutefois, il y a des limites pour réunir les acteurs travaillant sur ces plateformes communes afin d'améliorer, développer et favoriser la coopération. En outre, la création de partenariats avec les "fact-checkeurs" et les journalistes vise à accroître l'utilisation et la diffusion d'informations vérifiées. De plus, les initiatives de vérification des faits peuvent être complétées par d'autres activités visant à renforcer la résilience du public à la pollution de l'information avant qu'il ne soit exposé. L'éducation aux médias et l'éducation des électeur.rices sont essentielles, comme l'ont souligné les orateur.rices précédent.es. Cela

nécessite des efforts de la part de divers acteur.rices, et leurs efforts auront plus d'impact avec une coordination efficace. Les députés travaillent souvent avec les organisations de la société civile dans les médias pour multiplier leurs propres campagnes d'information électorale. La démystification ciblée s'est révélée être un mécanisme particulièrement efficace pour lutter de manière proactive contre la pollution de l'information en préparant les citoyen.nes aux types de narratifs auxquels ils.elles pourraient être confronté.es ultérieurement. Cela permet d'empêcher le partage d'informations plutôt que de répondre rétroactivement. Pour cela, le message est important, dans certains cas, qu'il s'agisse de la société civile ou d'organisations locales, celles-ci peuvent être les mieux placées pour transmettre des messages reflétant ce qui précède. La société civile a un rôle important à jouer, notamment s'il y a des doutes quant à la place de l'État ou des entreprises dans la lutte contre la pollution de l'information. Par exemple, lorsqu'il existe des craintes quant à l'utilisation par les autorités de réglementations pour leur propre intérêt, ou des plateformes qui ne sont pas incitées à lutter contre la pollution de l'information, nous pouvons constater que les initiatives de la société civile sont une contribution essentielles. Après avoir mis en évidence un certain nombre d'actions et de mesures qui peuvent et pourraient ou devraient être menées par différent.es acteur.rices en fonction de leurs mandats, de la confiance et du niveau de capacité, il est clair qu'aucune mesure ne suffit et qu'aucun acteur.rice ne peut assumer tous ces rôles. En outre, les différentes réponses doivent être mises en œuvre de manière simultanée et coordonnée. Merci beaucoup.